

## Les candidats à l'élection présidentielle et l'emploi – Vague 2

Enquête Harris Interactive pour



Enquête réalisée en ligne du 05 au 07 avril 2017. Échantillon de 1 014 personnes, représentatif de la population française âgée d'au moins 18 ans. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région d'habitation de l'interviewé(e).

\*\_\*\*

Au début du mois de mars, un sondage Harris Interactive pour Indeed avait montré que 77% des Français jugeaient alors la thématique de l'emploi insuffisamment abordée dans la campagne électorale<sup>1</sup>. Au lendemain du débat télévisé du 4 avril organisé par BFMTV et CNews, Harris Interactive a donc réalisé la seconde vague d'enquête Indeed concernant la **place de l'emploi dans la campagne**.

### Quels sont les principaux enseignements de cette enquête ?

- À deux semaines du 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle et au lendemain du débat télévisé co-organisé par BFMTV et CNews, **plus des deux tiers des Français (69%) estiment encore que la thématique de l'emploi n'est pas suffisamment abordée**, soit une proportion toujours très largement majoritaire, mais toutefois en baisse de 8 points par rapport à l'enquête du mois de mars, où ils étaient 77% à faire part de ce sentiment. En dépit d'une progression notable, l'emploi reste donc un enjeu trop peu traité par les candidats selon les Français.

<sup>1</sup> [Enquête Harris Interactive pour Indeed](#), réalisé en ligne du 28 février au 02 mars 2017, auprès d'un échantillon de 1 014 personnes représentatif des Français âgés de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

- De façon générale, les Français expriment toujours une **confiance faible envers les responsables politiques pour réduire le chômage et font davantage confiance aux citoyens eux même** : seulement 19% leur accordent leur confiance à ce sujet (+3 points), soit nettement moins que pour les syndicats de salariés (31%, stable), et *a fortiori* que pour les entreprises privées (59%, -1 point) et les citoyens (72%, +5 points).
- En mars 2017, parmi les personnalités alors candidates, aucune ne recueillait la confiance d’au moins 40% des Français. En cette vague d’avril 2017, deux candidats atteignent désormais précisément ce niveau de 40% de confiance : on observe ainsi une **forte progression de la part de Jean-Luc Mélenchon (+13 points) et dans une moindre mesure d’Emmanuel Macron (+4 points)**. Ils devancent Benoît Hamon (29%, +2 points) et François Fillon (26%, stable). Marine Le Pen est quant à elle créditée de 24% de confiance (-2 points), alors que les « petits » candidats accusent une forte progression, probablement liée à l’exposition qui leur est offerte depuis l’officialisation des candidatures, et notamment le débat télévisé regroupant tous les candidats : +11 points pour Philippe Poutou (23%), +7 points pour Nicolas Dupont-Aignan (23%) ou encore +10 points pour Nathalie Arthaud (20%).
- Interrogés plus précisément sur la **capacité qu’ils attribuent à chaque candidat pour réduire le chômage, s’il était élu Président de la République**, les Français émettent à nouveau des jugements plus positifs sur Emmanuel Macron (44% le jugent capable, soit +6 points), mais également sur **Jean-Luc Mélenchon qui est jugé capable de réduire le chômage par 40% des Français (+15 points)**. François Fillon conserve une appréciation stable par rapport à la vague précédente (30% des Français le jugent capable), alors que Benoît Hamon gagne 2 points : 29% lui reconnaissent une capacité à relancer l’emploi. Comme pour la confiance qui lui est attribuée pour cette question, Marine Le Pen perd deux points, un quart des Français la juge capable de réduire le chômage en France si elle était élue (25%). Les « petits » candidats sont également davantage jugés capable qu’en mars.
- Dans leur analyse du phénomène du chômage, comme lors de la vague précédente de l’enquête, les Français mobilisent des explications contrastées : ils sont quasiment autant à incriminer un **système d’aides sociales trop favorables** (37%, -2 points) qu’à regretter une forme de **précarisation du monde du travail** (39%, stable). 36% citent la rigidité du code du travail (+1 point), et 34% un décalage entre les cursus de formation et le marché de l’emploi (+2 points). Lorsqu’il s’agit de trouver des solutions concrètes pour réduire le chômage, les Français accordent leur priorité à une **aide ciblée au PME, pour faciliter leur**

